



## Compte Rendu du CSAL du 20/09/2023

---

### Sommaire :

- **Droit d'alerte CGT du 21 juillet 2023 concernant les SIP et le SDIF**
- **Fusion du PCRП, suppression des antennes, regroupement à Yzeure**
- **Etat du parking de Moulins**
- **« Convention des SIP » avant la grande restructuration ?**

### **Droit d'alerte CGT du 21 juillet 2023 concernant les SIP et le SDIF**

Après avoir écouté notre déclaration liminaire, le directeur nous précise qu'en effet, l'assistant social n'a toujours pas rendu son rapport concernant les SIP et le SDIF mais qu'il se devait tout de même d'inscrire le droit d'alerte de la CGT à l'ordre du jour du CSAL. Il nous assure néanmoins que le sujet sera de nouveau abordé en Formation Spécialisée (ex CHSCT) avec cette fois-ci les conclusions de l'enquête sociale.

Pour le SDIF, il y aura le renforcement d'un agent contractuel, agent stagiaire C, un pacte.

Nous avons rappelé que dès sa création ce service était sous-dimensionné (de 14 agents prévus on était finalement passé à 8), que nous avons évoqué à de nombreuses reprises sa mise sous tension dès l'ouverture sans qu'aucun moyen supplémentaire ne soit prévu.

Le désastre du SDIF avait été annoncé, la direction n'a rien fait à l'époque et il est toujours sous-dimensionné bien que la direction nous affirme que les effectifs sont au complet.

Il reste aux alentours de 2700 e-contacts en attente. Nous demandons quelle est l'ancienneté de ces demandes, on nous assure que nous aurons cette info plus tard...

La collègue de la DDT est arrivée au SDIF pour résoudre les taxes d'urbanisme [le pauvre, il y en a un certain stock]. Le directeur rappelle que grâce à la conjoncture immobilière les permis de construire s'effondrent... [Alleluia, la crise est avec nous ?!?!]

Pour les SIP, le directeur confirme qu'il y a de plus en plus de monde et qu'il y aura des vigiles embauchés à partir du 02 octobre, nous lui demandons si ils sont là à la place du renfort d'agents d'accueil...

Pour la campagne GMBI, la CGT rappelle que rien n'est terminé, puisqu'on s'attend à présent à une nouvelle vague de demandes des usagers suite à la précédente période déclarative.

Le directeur précise que « Sur les accueils dans les SIP, l'accueil a été *soutenu mais fluide*. » Nous rappelons que côté accueil c'était au contraire très difficile et heurté avec des agents totalement épuisés.

## **Fusion du PCRП, suppression des antennes, regroupement à Yzeure**

La CGT tient d'abord à rappeler les demandes des agents des PCRП. Nous listons toutes les demandes déjà portées à la connaissance de la direction préalablement à ce CSAL et rajoutons celle d'agents de CUSSET.

A savoir, privilégier le télétravail, conserver autant que possible un bureau individuel, ne pas se voir déplacer dans l'ancien PRS, avoir un espace de stockage accessible, un espace d'archivage et embaucher un agent C.

Nous ajoutons également l'interrogation des agents concernant la perte de proximité locale avec le SIP (2042 et 2004) et les usagers contraint de faire des kilomètres de route. Les agents pourront-ils travailler en distanciel à cet effet sur les sites de Moulins et Montluçon ?

A noter que les agents devront privilégier le train pour rejoindre Yzeure, la CGT demande si la direction a des informations concernant le Montluçon-Moulins car, à preuve du contraire, il n'y a pas de trains qui font ce trajet.

Le directeur ne répond pas précisément, nous dit que rien n'est fait, qu'il y aura du télétravail, mais que tout se fera après un échange avec les agents durant l'année 2024.

La CGT lui dit toute la méfiance que nous inspire sa position.

Clairement, tout semble avoir été décidé et les GT risquent d'être pour le PCRП départemental ce qu'ils ont été pour le SIED, un jeu de dupes durant lequel on amuse les agents en les faisant parler pour les apaiser et au final faire strictement ce qu'on veut.

On nous a également vanté la polycompétence à la DGFIP alors qu'on sait que la polycompétence se développe plus volontiers en petites structures, en antennes. Structurellement, quand on regroupe les agents dans un grand service, ils se spécialisent.

Ajoutons qu'il n'y aura pas de chef de service spécifique au PCRП.

## **Etat du parking de Moulins**

L'état de la route tueuse de cyclistes à l'entrée du parking de Moulins a été évoqué.

La direction a affirmé s'être lancée dans une tâche difficile : savoir à qui appartient la route pour pouvoir réclamer un entretien auprès du bon interlocuteur [écrivez si vous connaissez le propriétaire].

Concernant la surdose de voitures sur le parking de Moulins, la solution va venir d'une « appli »... nous sommes donc bien en macronie, il ne manque que le numéro vert.

Une « appli » de covoiturage. La CGT a fait remarquer qu'une solution de transport collectif pourrait être envisagée avec les autres employeurs (APHP etc..) plutôt que de se contenter de tout faire porter sur l'individu.

C'est une tendance de fond.

Ce qui auparavant était de l'ordre de la responsabilité de l'employeur est « uberisé » et c'est à l'employé d'endosser la responsabilité de désengorger le parking. Lui, son appli et sa voiture

sans que jamais l'employeur ne prenne ses responsabilités.

Quant au pittoresque entassement de meubles et de cartons au milieu duquel sont installés les vélos, il semblerait que ces biens seront vendus à des ferrailleurs ou bien évacués vers la déchetterie.

En attendant les cyclistes devront être à jour de leurs vaccins antitétaniques et savoir garer un vélo de façon astucieuse.

### **« Convention des SIP » avant la grande restructuration ?**

Localement, la convention des Sip réunira l'ensemble des équipes. Nous avons clairement affirmé au directeur notre vision de cette convention : une grande opération de com' participative va avoir lieu afin de faire passer la pilule de la fusion des secteurs d'assiette auprès des agents des SIP.

A l'instar du « grand débat [blabla] » macronien, on fait parler les gens pour diluer leur colère dans un simulacre de participation aux décisions.

De plus, ces agents ont « trop d'imagination » selon la direction et ne seront pas restructurés (à l'horizon 2026)... « La départementalisation du SIP n'existe pas, les agents ont une imagination fertile. »

On ne compte plus les directeurs qui, la main sur le cœur ont tenu ce genre de propos .

La polyvalence et la polycompétence seront à l'honneur, ainsi que l'appétence prétendue des nouveaux arrivants pour les « open spaces » et la « mobilité agile »...

Au plan national, les services entament une expérimentation, avec mise en place des nouvelles missions, d'outils de relation usagers sur tous les échanges intervenus avec les services, des groupes de travail sur les outils de pilotage etc..

En résumé, en 2026 ça sera bien l'apocalypse annoncée et en 2028 la grande liquidation. En attendant, c'est le NRP permanent.

Quant aux envolées lyriques de la direction pour nous vanter le statut des contractuels, la CGT a tapé du poing sur la table pour rappeler que nous ne sommes pas dupes de l'instrumentalisation de nos collègues contractuels à des fins politiques pour détruire le statut de fonctionnaire.